

CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 8 mai 2018
à **14h30**

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **50.724** Projet de loi relative
- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage ;
 - au courtage et à l'assistance technique ; au transfert intangible de technologie ;
 - à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains Etats, régimes politiques, personnes, entités et groupes
- et portant abrogation de
- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises ;
 - la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises ;
 - la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

(doc. parl. 6708)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants

- 2) **52.410** Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

(doc. parl. 7179)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants

- 3) **52.417** Projet de loi portant modification
- 1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
 - 2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
 - 3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
 - 4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance ;
 - 5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création
 - a) d'un Institut national des langues ;
 - b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise ;

- 6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ;
- 8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien ;
- 9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et portant abrogation de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

(doc. parl. 7182)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants

- 4) 52.624** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(doc. parl. 7233)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants

- 5) 52.625** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

(doc. parl. 7234)

Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 20 votants

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets de loi

- 1) 50.368** Projet de loi instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

(Amendements parlementaires du 12 mars 2018)

(doc. parl. 6614)

- 2) 51.443** Projet de loi adaptant la procédure pénale face aux besoins liés à la menace terroriste et portant modification

- 1) du Code de procédure pénale,
- 2) de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques,
- 3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

(Amendements parlementaires du 23 mars 2018)

(doc. parl. 6921)

- 3) 51.661** Projet de loi sur la protection des animaux
(*Amendements parlementaires du 4 avril 2018*)
(doc. parl. 6994)
- 4) 51.670** Projet de loi instituant le juge aux affaires familiales, portant réforme du divorce et de l'autorité parentale et portant modification :
1. du Nouveau Code de procédure civile ;
 2. du Code civil ;
 3. du Code pénal ;
 4. du Code de la Sécurité sociale ;
 5. du Code du travail ;
 6. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes ;
 7. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 8. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;
 9. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
 10. de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ;
 11. de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
(*Amendements parlementaires du 20 avril 2018*)
- (doc. parl. 6996)
- 5) 51.862** Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale
(*Amendements gouvernementaux du 6 avril 2018*)
(doc. parl. 7040)
- 6) 52.205** Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg
(*Amendements parlementaires du 27 mars 2018*)
(doc. parl. 7132)
- 7) 52.282** Projet de loi portant modification
- 1° de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme
 - 2° de certaines dispositions du Code civil
(*Amendements parlementaires du 6 avril 2018*)
- (doc. parl. 7153)
- 8) 52.290** Projet de loi relative aux marchés d'instruments financiers et portant :
1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE ;
 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ;
 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 ;
 4. modification de :
 - a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

- b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
 - c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
 - d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et de
 - e) la loi du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ; et
5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

(Amendements parlementaires du 30 mars 2018)

(doc. parl. 7157)

- 9) 52.332** Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

(Amendements parlementaires du 6 mars 2018)

(doc. parl. 7169)

- 10) 52.352** Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme quinquennal d'équipement sportif

(Amendements parlementaires du 30 mars 2018)

(doc. parl. 7173)

- 11) 52.423** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

(Amendements parlementaires du 27 mars 2018)

(doc. parl. 7198)

- 12) 52.486** Projet de loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012

(doc. parl. 7207)

- 13) 52.593** Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et de la loi ;

2) de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative ; et

3) de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

(doc. parl. 7228)

- 14) 52.636** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

(doc. parl. 7238)

- 15) 52.644** Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification

1. de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018,

2. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange,

3. de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux et

4. de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster

(doc. parl. 7240)

- 16) 52.648** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie
(*Amendement parlementaire du 19 avril 2018*)
(doc. parl. 7253)
- 17) 52.705** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer l'article premier de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens
(doc. parl. 7249)
- 18) 52.706** Projet de loi portant exécution, en matière fiscale, des dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE et portant modification :
- 1) de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - 2) de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
 - 3) de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
 - 4) de la loi du 24 juillet 2015 relative à FATCA
- (doc. parl. 7250)
- 19) 52.793** Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, faite à New York, le 12 novembre 1974
(doc. parl. 7270)

Projets de règlement

- 20) 52.106** Projet de règlement grand-ducal modifiant
- a) le règlement grand-ducal modifié du 3 février 1998 portant exécution de Directives de l'Union européenne relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que de tracteurs agricoles et forestiers à roues ;
 - b) l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;
 - c) le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers
- 21) 52.172** Projet de règlement grand-ducal
- 1) modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 29 juin 1923 portant règlement du service consulaire et introduction de certaines taxes à percevoir par les agents du corps consulaire ; et
 - 2) abrogeant le règlement grand-ducal du 27 mai 1997 portant application de la décision des représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 19 décembre 1995 concernant la protection des citoyens de l'Union Européenne par les représentations diplomatiques et consulaires
(*Amendements gouvernementaux du 6 avril 2018*)

- 22) 52.487** Projet de règlement grand-ducal déterminant la composition et arrêtant le fonctionnement de la commission consultative prévue à l'article 7 de la loi instaurant un régime d'aide dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2012
- 23) 52.555** Projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et aux méthodes de travail du service national de coordination des dons d'organes
- 24) 52.594** Projet de règlement grand-ducal modifiant :
1. le règlement grand-ducal modifié du 1er décembre 2011 ayant pour objet
 1. d'établir la liste et le champ d'application des activités artisanales prévues à l'article 12(1) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ;
 2. de déterminer les critères d'équivalence prévus à l'article 12(3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ;
 3. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 déterminant le champ d'activité des métiers principaux et secondaires du secteur artisanal ;
 4. d'abroger le règlement grand-ducal du 4 février 2005 ayant pour objet d'établir une nouvelle liste des métiers principaux et secondaires, prévus à l'article 13(1) de la loi modifiée du 28 décembre 1988 ;
 5. d'abroger le règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 fixant les critères d'équivalences prévues à l'article 13 de la loi modifiée du 28 décembre 1988,
 2. le règlement grand-ducal du 3 février 2012 précisant les modalités des formations prévues aux articles 7, 8 (1) c), 9 b) et 10 (1) b) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, et abrogeant :
 1. le règlement grand-ducal du 24 novembre 1997 ayant pour objet d'établir la liste des branches commerciales du commerce de détail prévues à l'article 7 de la loi d'établissement du 28 décembre 1988, et
 2. le règlement grand-ducal du 1er décembre 2011 déterminant la forme et le contenu du dossier de demande d'autorisation particulière ainsi que la composition et le fonctionnement de la commission d'équipement commercial, prévues à l'article 35 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
- 25) 52.714** Projet de règlement grand-ducal déterminant les communes qui composent les zones de secours
- 26) 52.744** Projet de règlement grand-ducal portant fixation des délimitations et des sièges des régions de l'enseignement fondamental
- 27) 52.745** Projet de règlement grand-ducal
1. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 6 juillet 2009 déterminant les modalités d'évaluation des élèves ainsi que le contenu du dossier d'évaluation et
 2. modifiant le règlement grand-ducal du 11 janvier 2017 déterminant les modalités d'admission dans les classes de 7e de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique

28) 52.761 Projet de règlement grand-ducal fixant les calendriers des vacances et congés scolaires pour les années scolaires 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021